

Paris, le 24 février 2023

Comment un syndicat de spécialistes responsable pourrait-il dire oui ?

Les négociations conventionnelles sont terminées et manifestement nos interlocuteurs n'ont pas saisi la chance qui se présentait pour favoriser l'accès aux soins de nos concitoyens. Pire, la situation va s'aggraver.

Cette négociation s'est manifestement déroulée pour essayer d'amener des syndicats représentant une minorité de médecins à la signature sans jamais prendre en compte la situation dramatique du système de santé et en particulier de la médecine de ville sur laquelle on doit investir pour favoriser l'accès aux soins.

Nous les pensons suffisamment responsables pour dire non à cette convention.

Comment un syndicat de spécialistes responsable pourrait dire oui à une revalorisation de 1,5€ de ses actes cliniques (représentant entre 5% pour l'acte de base mais seulement 2,7% pour l'avis ponctuel de consultant de majoration quand l'inflation est à 6% et même à 10% sur deux ans).

Comment un syndicat de spécialistes responsable peut accepter la suppression des majorations de consultations complexes et très complexes.

Comment un syndicat de spécialistes responsable pourrait dire oui à une absence de la revalorisation du point travail des actes techniques.

Comment un syndicat de spécialistes responsable pourrait dire oui à une absence de modification des règles de l'OPTAM pour les spécialités autres que la chirurgie, l'obstétrique et l'anesthésie.

Comment un syndicat de spécialiste pourrait dire oui à un engagement territorial qui laisse de côté l'immense majorité des spécialistes avec en particulier une 3^{ème} « brique » où il faut valider deux critères, ce qui paraît infaisable.

On nous demande d'exercer en ZIP ou en ZAC en délaissant nos cabinets surchargés, en perdant des plages de consultations en déplacement et en allant dans des territoires peu peuplés alors que nos villes moyennes se désertifient. Il n'y a pas de zonage par spécialité. On nous demande de faire de la PDES mais très peu de spécialistes sont amenés à des PDES avec beaucoup de lignes qui ont été supprimées par les ARS. On nous demande d'accueillir des étudiants mais les facultés ne veulent pas de ces stages en libéral. On nous demande de participer au SAS mais la plupart des départements n'en ont pas et il y a très peu de régulation vers les libéraux. On nous demande d'exercer en MSP alors que nous exerçons en cabinets de groupe sans aucun financement. On nous demande de travailler en ESS mais avec ce qu'on impose elles sont mort-nées. On nous demande de travailler avec des IPA mais il n'y en a pas. On pourrait à la rigueur participer à des actions de CPTS mais ce n'est pas ça qui favorise l'accès aux soins.



Comment un syndicat de spécialistes responsable peut accepter cet engagement territorial à appliquer dès le mois de juillet 2023 pour espérer des revalorisations en octobre 2024.

Comment un syndicat de spécialistes responsable peut accepter des contraintes pour les ESS alors qu'elles n'ont pas encore commencé à fonctionner et qu'une des rares validées ne pourra pas remplir ces conditions alors qu'elle facilite l'accès aux soins dans la spécialité sur un vaste territoire.

Non décidément rien n'est fait pour que les spécialistes puissent favoriser l'accès aux soins de nos concitoyens.

Les Spécialistes CSMF avaient fait des propositions fortes pour répondre à cette problématique. Ils n'ont pas été entendus. Ils restent un syndicat libéral et responsable.

Seule la confiance entre la tutelle et les représentants syndicaux dans une volonté de co-construction aurait pu donner les moyens à la médecine de ville de répondre aux défis de notre système de santé.

La CNAM a préféré construire avec des arrangements pour obtenir des signatures.

Les Spécialistes CSMF appellent l'ensemble des verticalités de spécialité à prendre leurs responsabilités et à dire clairement à leurs représentants si une signature est possible. **Pour nous en l'état actuel des choses c'est NON.**

**Docteur Bruno Perrouty
Président Les Spécialistes CSMF
Contact presse 06 42 26 63 73**